

# Éradiquer durablement la faim : Le rôle de la protection sociale

## INTRODUCTION

---

Ceres2030 réunit l'Institut international du développement durable (IISD), l'Université Cornell et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) afin de répondre à deux questions liées entre elles : (i) Combien cela coûtera-t-il aux gouvernements d'éradiquer la faim tel que défini par l'Objectif de développement durable (ODD) 2 ? Et (ii) Quelles sont les investissements publics les plus efficaces pour éradiquer la faim de manière durable sur la base des données factuelles disponibles ? L'ODD 2 est le deuxième d'un groupe de 17 Objectifs de développement durable qui constituent ensemble le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Assemblée générale des Nations Unies, 2015). L'ODD 2 représente un engagement pour éliminer durablement la faim, avec des sous-objectifs axés sur l'éradication de la faim, l'amélioration de la nutrition, l'augmentation des revenus des petits producteurs et la réduction de l'empreinte écologique de l'agriculture.

Le projet Ceres2030 associe un modèle économique de pointe permettant de chiffrer les interventions nécessaires pour éradiquer la faim et une démarche d'examen systématique des données probantes renforcée par l'apprentissage automatique visant à évaluer l'efficacité des interventions dans le domaine de la politique agricole. Les synthèses des données probantes sont conçues pour appuyer les décideurs en vue d'une meilleure utilisation des données probantes disponibles lorsqu'ils sélectionnent les interventions visant à promouvoir les systèmes alimentaires durables et l'éradication de la faim. Ce projet se focalise sur l'ODD 2.1, qui vise l'élimination de la faim, sur l'ODD 2.3, qui porte sur le doublement de la productivité et des revenus des petits producteurs alimentaires et sur l'ODD 2.4, qui cherche à garantir la viabilité et la résilience agricoles.

L'attention de l'équipe du projet Ceres2030 est centrée principalement sur les investissements requis au cours de la décennie à venir afin que l'ODD 2 soit réalisé d'ici 2030. Toutefois, la pandémie mondiale de COVID-19 et les répercussions économiques des mesures prises pour contenir la maladie posent de nouveaux défis urgents sur le plan de la faim. Afin de faire face à ces conséquences négatives, de nombreux pays ont mis en œuvre des mesures de protection sociale dans le but d'aider les populations touchées. La présente note d'information de l'équipe du projet Ceres2030 examine le rôle crucial joué par la protection sociale dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, ainsi que dans l'atténuation de l'impact du COVID-19 et de ses conséquences économiques associées. De plus, nous explorons l'intégration de la protection sociale dans les outils et approches employés par Ceres2030 et décrivons la manière dont la protection

sociale figure dans le modèle économique que nous utilisons. Comme pour l'ensemble du travail mené dans le cadre de ce projet, l'objectif est d'appuyer les gouvernements pour leur permettre de prendre des décisions éclairées lorsqu'ils attribuent des fonds pour la réalisation de l'ODD 2.

## LE QUOI ET LE POURQUOI DE LA PROTECTION SOCIALE

Des progrès essentiels ont été réalisés dans la réduction de la faim dans le monde au cours des dernières décennies. Cependant, même avant la déclaration de la pandémie de COVID-19, l'insécurité alimentaire a marqué environ 690 millions de vies autour du monde (Food and Agriculture Organization of the United Nations [FAO] et al., 2020). Le coup d'arrêt infligé à l'activité économique par la pandémie a sensiblement aggravé la faim en ajoutant environ 98 millions à 132 millions de personnes à la population souffrant d'insécurité alimentaire (FAO et al, 2020). Avant le COVID-19, le nombre de personnes touchées par la faim était déjà en augmentation, une situation due en grande partie aux conflits et aux catastrophes liées aux changements climatiques (FAO et al., 2019). Il est compliqué de mesurer les coûts économiques engendrés par la malnutrition, mais une estimation récente des impacts de la dénutrition sur le produit intérieur brut (PIB) a permis d'évaluer des pertes allant de 2 à 3 pour cent jusqu'à 11 pour cent chaque année en Afrique et en Asie (Banque mondiale, 2019).

La pandémie a rendu plus difficile la réalisation de l'ODD 2 d'ici 2030. Les impacts du COVID-19 et les mesures politiques introduites par les gouvernements afin de prévenir la propagation de la maladie ont entravé les possibilités des travailleurs de gagner sa vie en dehors du foyer, avec pour résultat une augmentation de la pauvreté et de la faim. Notre estimation plus récente suggère qu'environ 100 millions d'individus pourraient basculer dans l'extrême pauvreté en raison du COVID-19, soit une augmentation de 13 pour cent par rapport aux niveaux d'avant le COVID-19 (Laborde et al., 2020). Étant donné que l'ampleur et la durée de la crise sanitaire demeurent encore inconnues, ces chiffres devraient être considérés avec prudence.

### QU'EST-CE QUE LA PROTECTION SOCIALE ?

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social propose la définition suivante de la protection sociale, en s'inspirant des travaux de l'Organisation internationale du travail :

La protection sociale est associée à un éventail d'institutions, de normes et de programmes publics visant à protéger les travailleurs et leurs ménages contre les éventualités qui menacent le niveau de vie de base. Généralement, ceux-ci peuvent être classés dans trois grandes catégories : **l'assurance sociale, l'assistance sociale et la réglementation du marché du travail**. **L'assurance sociale** consiste en des programmes de protection contre les aléas du parcours de vie tels que la maternité ou la vieillesse, ou contre les aléas liés au travail tels que le chômage ou la maladie. **L'assistance sociale** ou les filets de protection sociale apportent un soutien aux personnes en situation de pauvreté. Normalement, l'assurance sociale est financée par les cotisations des travailleurs et de leurs employeurs, tandis que l'assistance sociale est financée par l'impôt. Enfin, **les normes du travail et de l'emploi** garantissent l'existence de normes minimales pour le travail et accordent aux travailleurs les droits de s'organiser et de se faire entendre. Ces institutions ont été pleinement établies dans les pays développés, mais dans les pays en développement, leur mise en place a été inégale (Barrientos, 2010, pp. 1–2 ; gras ajouté).

Cette note d'information se focalise sur les effets du COVID-19 sur la faim en Afrique subsaharienne, la région du monde où la sous-alimentation est la plus répandue et où ses taux d'augmentation sont également les plus élevés (FAO et al., 2020). La faim tend à se concentrer parmi les populations rurales, pour lesquelles les moyens de subsistance, les revenus et la sécurité alimentaire dépendent fortement de l'agriculture. En 2014, par le biais de la Déclaration de Malabo, les gouvernements africains se sont engagés à éliminer la faim sur le continent d'ici 2025 à l'aide d'une croissance induite par l'agriculture, de l'intégration de programmes de protection sociale et de l'augmentation de la productivité agricole. L'intégration de la protection sociale est essentielle pour réaliser cette ambition, car la croissance économique à elle seule ne permettra d'éliminer ni les inégalités profondément enracinées ni l'extrême pauvreté. Les données probantes démontrent que plus l'inégalité dans la répartition des actifs (tels que la terre, l'eau, le capital, le financement, l'éducation et la santé) est grande, moins il est probable que les ménages pauvres bénéficient de la croissance économique (FAO et al., 2019). Les personnes vivant dans la pauvreté sont confrontées à de nombreuses contraintes qui les empêchent de profiter des opportunités créées par la croissance économique ; or les politiques ou programmes de protection sociale conçus pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité peuvent aider. Malgré son importance, la couverture sociale reste cependant limitée en Afrique subsaharienne, où, en moyenne, moins de 20 pour cent des ménages ont accès à une forme de protection sociale, contre 70 pour cent des ménages en Europe et en Asie centrale (World Bank, 2016).

Selon les estimations, la croissance économique en Afrique subsaharienne s'est stabilisée à 3,1 pour cent en 2019, ne permettant qu'une légère augmentation du PIB par habitant de 0,33 pour cent (Fonds monétaire international [FMI], 2020). Les économistes prévoient que la croissance de cette région reprendrait en 2020, pour atteindre 3,4 pour cent (FMI, 2020). Cependant, l'épidémie de COVID-19 devrait déclencher un ralentissement économique en Afrique subsaharienne. Les économistes prévoient désormais une croissance négative pour le continent compris entre -1,6 pour cent (FMI, 2020) et -3,1 pour cent en 2020 (Laborde & Smaller, 2020, sur la base des simulations MIRAGRODEP). Ce ralentissement entraînera une baisse plus profonde du revenu par habitant (entre -4,1 et -6,6 pour cent). Les résultats d'une enquête menée auprès des ménages en Éthiopie et au Sénégal révèlent qu'il y a eu une forte réduction des revenus du travail autodéclarés depuis l'épidémie de COVID-19. En outre, près de la moitié des ménages ont signalé une réduction des transferts de fonds intérieurs et une augmentation du coût des articles ménagers essentiels. Alors que la plupart des ménages étaient en mesure d'acheter suffisamment de nourriture, pour ceux qui ne le pouvaient pas, le plus grand défi était celui de l'accessibilité, en raison de prix plus élevés ou de revenus moins réguliers (ou les deux) (Banque mondiale, 2020). Au Sénégal, pour faire face à la perte de revenus et à la hausse des prix, des nombreuses personnes ont quitté Dakar afin de rentrer dans leur village d'origine, situé généralement en zone rurale (Mbaye, 2020). En Éthiopie, les ménages les plus pauvres semblent touchés de manière disproportionnée par les augmentations des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité, mais leurs revenus sont moins affectés que ceux des ménages plus riches. Cela est probablement dû au fait que ces individus sont plus susceptibles de dépendre de la production agricole pour leurs moyens de subsistance que de l'emploi dans le secteur formel, la production agricole étant l'un des secteurs les moins touchés par la perte d'emplois liée au COVID-19 (Banque mondiale, 2020).

Les ménages confrontés à une réduction de leurs revenus et/ou à une augmentation des prix à la suite d'événements économiques ont besoin de mécanismes d'adaptation pour maintenir la sécurité alimentaire et un niveau de consommation adéquats (FAO et al., 2019). Ces mécanismes d'adaptation comprennent généralement des plus longues heures de travail pour les membres du ménage, la demande d'un soutien financier formulée auprès des proches et de la communauté, et la demande d'une augmentation des transferts de fonds provenant de membres du cercle amical et familial travaillant à l'étranger. Toutefois, dans la mesure où le COVID-19 affecte les économies partout à la fois, des nombreuses stratégies d'adaptation traditionnelles ont peu de chances d'être efficaces, comme le suggèrent les rapports initiaux des pays touchés (The Economist 2020 ; Haas & Strohm, 2020). En avril, le Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD) a prédit que les transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne chuteraient de 23,1 pour cent en 2020 (Ratha, 2020). Ces effets ont considérablement accru la nécessité d'une protection sociale. Au dernier décompte, 195 pays ont planifié ou introduit des mesures de protection sociale,

majoritairement sous la forme de transferts d'argent — bien que leur utilisation soit la plus faible dans la région africaine, où les aides en nature sont plus répandues (Gentilini et al., 2020).

Bien que la couverture sociale en Afrique fût la moins étendue au monde au début de la pandémie, la région s'est jointe à la très forte réaction publique à cette crise en introduisant un large éventail de mesures de protection sociale. À titre d'exemple, en Avril, le président du Togo a annoncé le lancement d'un programme de transfert monétaire inconditionnel dénommé Novissi, un mot qui signifie « solidarité » (Esozimna Gnassingbé, 2020). Le transfert se fait par argent mobile et fournit un soutien aux travailleurs togolais du secteur informel qui ont perdu leur revenu en raison de la réponse au COVID-19. Au début du mois de juin, 1,3 millions de togolais s'étaient inscrits pour percevoir ce versement (Gentilini et al., 2020, p. 442). Au Sénégal, le gouvernement a introduit des mesures comprenant des transferts en espèces pour les enfants vivant dans des conditions difficiles, des transferts pour payer les factures d'eau de près d'un million de ménages et les factures d'électricité de près de 700 000 ménages ainsi que la distribution de colis alimentaires composés de riz, d'huile, de pâtes et de savon (IFPRI, 2020). Ces mesures apportent une protection essentielle aux ménages pauvres, réduisent l'incidence de la faim et empêchent l'épuisement des biens des ménages. L'une des contributions essentielles de la protection sociale est de réduire la nécessité pour les ménages de vendre des actifs productifs ou de limiter les investissements en capital social, tels que l'éducation des enfants ou la santé maternelle, des démarches qui compliquent la reprise suite à des chocs économiques car elles réduisent la résilience des ménages.

Un exemple d'un programme bien établi de protection sociale en Afrique est celui du Programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie. Ce programme associe des transferts inconditionnels en espèces ou en nature vers ceux qui ne peuvent pas fournir de main-d'œuvre et des transferts conditionnels à la fourniture de main-d'œuvre aux travaux publics pour les bénéficiaires qui en sont capables. De plus, le programme fournit des kits de développement des moyens de subsistance conçus pour renforcer et promouvoir les actifs des ménages qui sont essentiels à la génération de revenus soutenus. L'objectif est de permettre la sortie du programme, afin de réduire à terme le fardeau financier imposé par le programme au budget public. Les évaluations du Programme de filet de sécurité productif ont montré que l'intervention des travaux publics combinée aux kits de développement des moyens de subsistance améliore considérablement la sécurité alimentaire en réduisant la période de soudure de 1,29 mois par an en moyenne, ce qui équivaut à une réduction d'un tiers de la durée de la cette période (Berhane et al., 2014).

La protection sociale est essentielle mais coûteuse, car elle exige des ressources publiques à un moment où celles-ci sont soumises à des stress importants en raison des effets directs et indirects de la pandémie de COVID-19. L'urgence de la situation et l'ampleur des besoins auxquels les gouvernements doivent répondre font que les analyses soutenant les décisions intelligentes relatives à l'affectation des ressources publiques sont devenues une priorité urgente en matière de recherche et d'élaboration des politiques. La croissance économique d'une population jeune et toujours en augmentation comme celle de l'Afrique est essentielle pour qu'il y ait suffisamment d'emplois rémunérés pour une population active qui ne cesse d'agrandir chaque année. L'objectif des pays africains est de protéger la croissance économique au cours de la pandémie, y compris en fournissant une protection sociale au plus grand nombre possible de personnes pauvres et vulnérables. La protection sociale est souvent motivée par un engagement public en faveur de l'équité. Mais ces programmes ont également été associés à la croissance économique ; en effet, ils peuvent être conçus pour encourager le recours à l'épargne, créer des ressources communautaires et/ou remédier aux imperfections du marché. À titre d'exemple, la fonction assurantielle de la protection sociale peut donner aux agriculteurs la possibilité d'adopter une technologie plus risquée mais à rendement plus élevé, améliorant ainsi leur productivité. Dans le cadre d'un projet tel que Ceres2030, l'objectif est de contribuer à déterminer les combinaisons de politiques d'interventions efficaces qui permettront d'atteindre l'objectif d'éliminer durablement la faim tel qu'énoncé par l'ODD 2.

## LA PROTECTION SOCIALE ET CERES2030

---

Le projet Ceres2030 vise à déterminer le montant d'argent nécessaire et les destinataires auxquels les gouvernements devraient affecter ces fonds pour soutenir le plus efficacement possible la réalisation de l'ODD 2. Les mesures de protection sociale se sont avérées indispensables pour réduire l'impact du séisme économique qu'est le COVID-19. Il est essentiel de protéger les progrès accomplis vers la réalisation de l'ODD 2 et de ses sous-objectifs d'ici 2030, car même avant la crise, il était évident que des efforts restaient à faire pour mettre les pays en position de respecter le programme des ODD (FAO et al., 2020). Il est important de noter que la réduction de la faim et de la malnutrition peut également se traduire par des gains de productivité en raison des résultats importants associés à une alimentation saine, notamment une amélioration des capacités physiques et cognitives (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, 2017). L'existence d'une corrélation solide et positive entre l'apport calorique et la productivité du travail au niveau de l'exploitation familiale est connue depuis plus de 30 ans (Strauss, 1986).

Les programmes de protection sociale ne sont pas exempts de problèmes, y compris le risque de créer une dépendance au programme parmi ses bénéficiaires, ce qui se traduit par une réduction des avantages à la fin du programme. Le défi à relever par les gouvernements consiste à concevoir et à construire des programmes de protection sociale qui prennent en compte le potentiel des programmes à soutenir la productivité économique, plutôt que de les considérer uniquement comme un filet de sécurité. Le programme peut prendre la forme d'un paiement gouvernemental destiné aux personnes vivant dans la pauvreté. C'est toutefois en comprenant les relations de cause à effet qui relie la pauvreté et la malnutrition à la productivité qu'il devient possible de concevoir un programme de protection sociale qui améliore les résultats en termes de productivité économique également. Les recherches montrent qu'il est très difficile sur un plan pratique d'isoler la malnutrition des autres dimensions de la pauvreté qui, prises ensemble, influent directement sur la productivité, telles que les performances en matière d'éducation et l'accès aux actifs et aux réseaux (Hoddinott, 2008).

Le modèle économique utilisé dans le cadre de Ceres2030, dénommé MIRAGRODEP, associe un modèle multinational et multisectoriel et des enquêtes effectuées auprès des ménages (Laborde et al., 2013). Grâce au recours aux enquêtes auprès des ménages, le modèle permet des interventions ciblées fondées sur les caractéristiques précises des ménages sous-alimentés en termes de leurs actifs, de leur capacité à s'impliquer dans la production agricole et de tout apport calorique supplémentaire nécessaire pour remédier à l'insécurité alimentaire. Cette approche est différente de celle employée par d'autres modèles et estimations de coûts, pour lesquels les évaluations sont basées sur des moyennes nationales qui occultent ces spécificités. Dans le cadre d'un examen de modèles qui évaluaient les coûts de l'élimination de la faim, Fan et al. (2018) ont suggéré que c'était la capacité du modèle MIRAGRODEP à cibler les interventions, ainsi que sa focalisation exclusive sur l'élimination de la faim en termes d'apport calorique (plutôt qu'une inclusion d'objectifs de développement de portée plus générale tels que la réduction de la pauvreté) qui l'ont conduit à produire une estimation des coûts qui était parmi les plus basses des modèles examinés. Une version antérieure du modèle datant de 2016 a montré que les gouvernements pouvaient mettre un terme à la faim pour 2030 à l'aide d'un montant annuel moyen de 11 milliards d'USD supplémentaires d'aide publique au développement (APD) versé de 2015 à 2030. L'étude de 2016 a démontré que les taux habituels de croissance économique et de soutien aux pays en développement sous la forme d'APD (c'est-à-dire le fait de ne pas dépenser les 11 milliards d'USD supplémentaires d'APD par an) laisseraient 73 pays touchés par des niveaux de faim considérables (Laborde et al., 2016).<sup>1</sup> Pour les pays qui font face à d'importantes difficultés liées à la faim, le modèle cherche à maximiser l'efficacité des dépenses publiques en proposant que les fonds publics supplémentaires soient dépensés dans trois catégories, l'une d'entre elles étant les interventions qui assurent des filets de protection sociale ciblant directement les personnes touchées par la faim, par exemple par le recours aux transferts d'espèces ou aux coupons alimentaires. Ces mesures sont coûteuses à court terme mais sont importantes

---

<sup>1</sup> Cinq pour cent de personnes sous-alimentées — ou moins — représente le seuil auquel la faim est considérée comme étant éliminée dans de nombreuses estimations tirées de modèles, y compris pour l'étude MIRAGRODEP de 2016.

en raison de leurs avantages immédiats et de leur potentiel à jeter un pont entre la pauvreté et des activités plus rémunératrices.

En introduisant la relation entre l'apport calorique et la productivité du travail dans l'agriculture, nous montrons que l'élimination de la faim dans le monde augmenterait le PIB mondial de 276 milliards d'USD en 2030 (dollars constants de 2011), soit 0,5 pour cent du PIB total attendu des pays en développement pour 2030, un chiffre qui peut atteindre 6 pour cent du PIB pour les pays ayant une forte prévalence de sous-alimentation et un système de production nécessitant une main-d'œuvre importante tel que celui qui existe en Éthiopie (Fan et al., 2018). Ce résultat est dû à une augmentation directe et immédiate de la productivité du travail créée par la suppression de la contrainte calorique. Bien entendu, ces estimations ont été élaborées en temps normal ; actuellement, des nombreux pays entrent dans un ralentissement économique provoqué par le COVID-19 et la distanciation physique qu'exige ce dernier. Cela signifie que les recettes publiques ont diminué tandis que le nombre de ménages vulnérables a augmenté de façon spectaculaire, ajoutant de nouveaux défis à l'allocation de fonds publics suffisants pour appuyer la réalisation de l'ODD 2.

Le modèle MIRAGRODEP peut prendre en compte les augmentations du nombre de cas de sous-alimentation dues à la pandémie et générer des estimations des coûts nécessaires pour atteindre l'ODD 2.1 dans ce nouveau contexte. Les incidences estimatives sur la consommation alimentaire sont utilisées pour estimer le coût des programmes de protection sociale qui fourniraient suffisamment de nourriture ou d'argent pour maintenir le niveau de consommation alimentaire des individus d'avant le COVID-19. En incluant le coût d'une protection sociale permettant de lutter contre l'extrême pauvreté et de limiter la perte d'actifs productifs, le modèle reconnaît le gain d'efficacité qui est réalisé lorsque l'on protège les investissements à long terme visant à éliminer la faim à l'aide de mesures à court terme. Ces estimations peuvent être utilisées en tant qu'outil permettant aux décideurs politiques de hiérarchiser les actions afin de rester sur la bonne voie pour réaliser l'ODD 2 en période de ralentissement économique.

## RÉFÉRENCES

---

Assemblée générale des Nations Unies. (2015). *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030* (A/ RES/70/1\*). <https://undocs.org/fr/A/RES/70/1>

Banque mondiale. (2019). *Nutrition*. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/nutrition/overview>

Banque mondiale. (2020). *La Banque mondiale en Afrique : Vue d'ensemble*. <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/overview>

Barrientos, A. (Janvier 2010). *Social protection and poverty* (Social Policy and Development Programme Paper Number 42). United Nations Research Institute for Social Development. [http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/%28httpAuxPages%29/973B0F57CA78D834C12576DB003BE255/\\$file/Barrientos-pp.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/%28httpAuxPages%29/973B0F57CA78D834C12576DB003BE255/$file/Barrientos-pp.pdf)

Berhane, G., Gilligan, D. O., Hoddinot, J., Kumar, N., & Taffesse, A. S. (2014). Can social protection work in Africa? The impact of Ethiopia's productive safety net program. *Economic Development and Cultural Change*, 63(1), 1–26.

The Economist. (2020). Covid-19 is undoing years of progress in curbing global poverty. *Economist*. <https://www.economist.com/international/2020/05/23/covid-19-is-undoing-years-of-progress-in-curbing-global-poverty>

Fan, S., Headey, D. D., Laborde, D., Mason-D'Croz, D., Rue, C., Sulser, T. B. & Wiebe, K. D. (2018). *Quantifying the cost and benefits of ending hunger and undernutrition: Examining the differences among alternative approaches*. International Food Policy Research Institute. <https://doi.org/10.2499/9780896292994>

Essozimna Gnassingbé, F. (2020, le 12 avril). Mobile cash is the best way to help Africa fight Covid-19. *Financial Times*. <https://www.ft.com/stream/1a71febc-fbe4-41d2-bc64-d38763506cdf>



Fonds monétaire international (FMI). (2020, juin). *Une crise sans précédent, une reprise incertaine* (Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale). <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), International Fund for Agricultural Development (IFAD), United Nations Children's Fund (UNICEF), World Food Programme (WFP) and World Health Organization (WHO). (2020). *The state of food security and nutrition in the world 2020: Transforming food systems for affordable healthy diets*. <http://www.fao.org/3/ca9692en/online/ca9692en.html#>

Gentilini, U., Almenfi, M., Lopez, A. V., Mujica, I. V., Quintana, R. & Zafar, U. (2020, le 12 juin). *Social protection and jobs responses to COVID-19: A real-time review of country measures* (Living paper v. 11). World Bank.

Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. (2017). *Nutrition et systèmes alimentaires*. [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/hlpe/hlpe\\_documents/HLPE\\_Reports/HLPE-Report-12\\_FR.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-12_FR.pdf)

Haas, A. & Strohm, R. (2020, le 3 mai). A novel idea: Integrating urban and rural safety nets in Africa during the pandemic. *The Conversation*. <https://theconversation.com/a-novel-idea-integrating-urban-and-rural-safety-nets-in-africa-during-the-pandemic-137532>

Hoddinott, J. (2008). *Social safety nets and productivity enhancing investments in agriculture* (IFPRI Discussion Paper). International Food Policy Research Institute. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1661284>.

International Food Policy Research Institute. (2020). *COVID-19 Policy Response (CPR) Portal*. <https://www.ifpri.org/project/covid-19-policy-response-cpr-portal>

Laborde, D., Robichaud, V., & Tokgoz, S. (2013). MIRAGRODEP 1.0: Documentation. AGRODEP.

Laborde, D., & Smaller, C. (2020). *What would it cost to avert the COVID-19 hunger crisis?* International Food Policy Research Institute, Cornell University, & International Institute for Sustainable Development. <https://ecommons.cornell.edu/handle/1813/70172>

Mbaye, S. (2020). *Senegal phone survey on COVID-19 crisis*. [Rapport non publié]. Université Gaston Berger, St-Louis, Sénégal.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM), & Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2019). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 : Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>

Ratha, D., De, S., Kim, E. J., Plaza, S., Seshan, G. & Yameogo, N. D. (2020, avril). *COVID-19 crisis through a migration lens* (Migration and Development Brief 32). KNOMAD & World Bank. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/989721587512418006/pdf/COVID-19-Crisis-Through-a-Migration-Lens.pdf>

Strauss, J. (1986). Does better nutrition raise farm productivity? *Journal of Political Economy*, 94(2), 297–320.

World Bank. (2016). *The Atlas of Social Protection: Indicators of Resilience and Equity*. <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/atlas-social-protection-indicators-resilience-and-equity>

Référence suggérée : Wouterse, F. (juillet 2020). *Éradiquer durablement la faim : Le rôle de la protection sociale*. Institut international du développement durable, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Université Cornell.

Nous remercions chaleureusement les membres de l'équipe de Ceres2030 : Livia Bizikova, David Laborde, Sophia Murphy, Marie Parent, Jaron Porciello et Carin Smaller.



## À PROPOS DE CERES2030

Ceres2030 réunit trois institutions qui partagent une vision commune : un monde libéré de la faim dans lequel les petits producteurs bénéficient de revenus et d'une productivité agricoles plus élevés, de manière à soutenir la durabilité des systèmes alimentaires. Notre mission est de fournir à la communauté des donateurs une variété d'options politiques pour orienter leurs investissements, appuyée par les meilleures données probantes et modèles économiques disponibles.

Ce partenariat réunit l'Université Cornell, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'Institut international du développement durable (IISD). Son financement provient du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF).

© 2020 The International Institute for Sustainable Development

